

Professeur de finance reconnu, il veut corriger les biais les plus criants par une refonte de la fiscalité

Marc Chesney, pour des chiffres vrais

« YVES GENIER

Initiative » C'est un homme de chiffres, de mathématiques. Directeur de l'Institut de banque et finance de l'Université de Zurich, il connaît toute la portée d'un raisonnement académique fondé sur des données indiscutables. Au sein de la communauté scientifique, Marc Chesney est une figure d'autorité.

Mais c'est aussi un homme de passion. Posez-lui la question de l'enseignement de la finance, et vous en aurez pour des heures de débat enflammé au débit ultrarapide sur les biais de l'apprentissage des règles de l'économie. «Aujourd'hui encore, dix ans après la crise financière, l'enseignement universitaire en finance continue à traiter des concepts d'efficience et de perfection des marchés financiers. Or, la crise de 2008 a au contraire mis en évidence leurs profonds dysfonctionnements et les manipulations à grande échelle auxquelles ces marchés sont soumis! Il serait temps d'adapter le contenu des cours au monde réel», assène-t-il.

Depuis plus de dix ans, il publie articles spécialisés, opinions dans les journaux, donne des interviews et publie des livres pour redire cette vérité. Notamment son ouvrage *La crise permanente*, paru en 2018 pour la dernière édition.

Au cœur du système

Depuis hier, le voici coauteur d'une initiative populaire qui doit être lancée au début de l'année prochaine, visant à révolutionner aussi bien le système financier que fiscal. Intitulée «Micro-impôt sur le trafic des paiements sans espèces», elle propose de remplacer trois sources de revenus de la Confédération que sont l'impôt fédéral direct, la TVA et le droit de timbre sur le négoce de titres, par un seul prélèvement: une retenue sur toutes les transactions électroniques, des myriades d'opérations automatisées de trading à haute

10

En centimes, la taxe pour un retrait de 100 francs au bancomat



Marc Chesney milite pour abandonner la TVA, l'impôt fédéral direct et le droit de timbre au profit d'une microtaxe sur les paiements sans espèces. DR

fréquence au simple retrait au bancomat.

Le taux serait infinitésimal: 5 pour mille au maximum (soit 50 centimes pour un retrait de 100 francs), mais son produit couvrirait bien plus que l'ensemble de ces trois impôts, affirment les initiants, qui ont présenté leurs arguments face à la presse du Palais fédéral hier.

Mais comment passe-t-on de professeur d'université, et même de directeur de l'un des instituts académiques les plus prestigieux du pays, à l'arène politique? C'est le fruit d'une rencontre en 2012 avec quelques professionnels de la finance zurichoise tout aussi désabusés par la succession de crises, des subprimes à la Grèce.

«Je n'ai pas inventé le concept de microtaxe»

Marc Chesney

«Je n'ai pas inventé le concept de microtaxe», explique-t-il, renvoyant la paternité de l'idée d'une taxation au gérant de fortune zurichois Felix Bolliger.

Ce dernier, qui dit ne pas s'être engagé en politique jusqu'alors mais avait fermement rejeté l'initiative pour supprimer le secret bancaire de 1984, préfère parler d'un

échange d'idées, auquel ont été associés l'ancien chancelier de la Confédération Oswald Sigg ainsi que plusieurs entrepreneurs, juristes et financiers de Zurich et Genève, dont le député au Grand Conseil genevois Guy Mettan.

A l'opposé de venir des extrêmes du spectre politique, les initiants sont aussi issus de ce monde de l'économie et de la finance, dont ils vivent et dont ils constatent les défauts et les risques. Le conseil juridique est un ancien directeur de la banque zurichoise Julius Bär.

Des attaches à Genève

Comment devient-on un pilier de la finance zurichoise tout en s'attaquant à son cœur, les transactions financières? Marc Chesney est né à Paris en 1959 et a fait une carrière académique orientée vers les mathématiques. De là, il s'oriente vers l'économétrie – pour résumer, ce sont les mathématiques appliquées à l'économie. Une fabrique à modèles théoriques. Ses études l'orientent à Genève où il obtient son doctorat en finance en 1989. Il s'attache à cette ville où il «a longtemps gardé un pied», même après son départ pour les rives de la Limmat en 2003 après un détour par HEC Paris.

Ce Franco-Suisse, qui maîtrise l'allemand universitaire, s'y sent si bien qu'il est élu, en novembre 2013, par ses pairs, à la tête de l'Institut de finance et de banque de l'Université de Zurich.

Indépendance de parole

C'est finalement de son indépendance, de la liberté et de la responsabilité qu'elle confère, que Marc Chesney est le plus fier. Alors que de nombreuses chaires de finance en Suisse sont soutenues par les banques au travers du Swiss Finance Institute, il s'est maintenu en dehors de cette structure. Et si ses proches alliés sont, pour la plupart d'entre eux, des «ex», c'est qu'ils sont aujourd'hui retraités ou proches de l'être. Et donc libres de leur parole. Si leur projet d'initiative aboutit, le peuple dira ce qu'il en pense. Dans plusieurs années. »

Pas d'effet Greta

Voyagistes » Greta Thunberg a beau mobiliser des millions de gens pour des manifestations en faveur de l'environnement à travers toute l'Europe, les Suisses continuent cependant de prendre l'avion pour aller en vacances. Les voyageurs n'ont pas ressenti «l'effet Greta» au niveau des réservations.

Les réservations chez le spécialiste des voyages ferroviaires Railtour ont certes connu une croissance entre 5 et 9%, mais cela ne serait pas lié au transfert des voyages aériens.

Myclimate a cependant enregistré une légère hausse des compensations CO₂ versées librement. Elles atteignent environ 12% de toutes les réservations faites, tant dans les agences qu'en ligne. » ATS/AWP

UBS

AMENDE À SINGAPOUR

Singapour a infligé une amende de 11,2 millions de dollars singapouriens (8,1 millions de francs) à UBS après une enquête qui a mis en évidence que des clients avaient été trompés sur le coût d'obligations et d'autres produits financiers. ATS/AWP

VOLKSWAGEN

LA VOITURE DU FUTUR

Volkswagen a annoncé hier vouloir investir 60 milliards d'euros (65,5 milliards de francs) dans la voiture du futur d'ici à 2024, soit 16 milliards de plus qu'annoncé l'an dernier, dont 33 milliards uniquement dans sa gamme 100% électrique. ATS/AWP

Les soucis d'une Suisse vieillissante

Prospérité » Plus les Suisses prennent de l'âge, plus le produit intérieur brut va chuter.

La population suisse ne cesse de vieillir, une situation qui va durablement affecter la prospérité du pays, prévient le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) dans un communiqué diffusé hier. Avec les structures démographiques actuelles, le PIB (produit intérieur brut) va chuter de 11% d'ici à 2065.

Le Seco a présenté quatre études réalisées à sa demande sur l'impact du vieillissement de la population. Le constat est unanime, la croissance économique va subir un coup de frein. L'impact devrait être par-

ticulièrement fort sur les deux prochaines décennies avec le départ à la retraite des baby-boomers. La part des individus de plus de 64 ans comparée à celle des 20-64 ans devrait passer de 30% en 2017 à 48% en 2045.

«Selon certaines hypothèses, la croissance économique pourrait même diminuer de moitié au cours de cette période à cause de l'évolution démographique», prévient l'une des études, qui invite toutefois à la prudence sur ces prévisions.

Si aucun changement n'est apporté aux dépenses par tête dans les différentes tranches

d'âge, la charge en termes d'impôts et de contributions devrait augmenter. Les classes d'âge moyennes seraient les plus affectées. Leurs revenus nets devraient ainsi connaître une croissance inférieure à la moyenne, souligne une seconde étude. Le Seco ne semble pas avoir la panacée pour résoudre ce problème. Des réformes ciblées pourraient au moins atténuer les effets négatifs attendus, souligne le communiqué.

Parmi les solutions les plus efficaces, citées dans une des études, figurent une augmentation du taux d'activité des plus de 55 ans ou le relèvement de deux ans de l'âge de la re-

traite. Ces deux options pourraient chacune compenser environ un cinquième de l'effet démographique sur le PIB par habitant jusqu'en 2065. Des mesures permettant de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale auraient également un effet positif.

Ces augmentations du taux et du nombre d'années de travail ne compenseraient pas les effets négatifs du vieillissement. Pour assurer «l'évolution à long terme de la prospérité», il faudra «gagner en productivité du travail, c'est-à-dire dégager un maximum de valeur ajoutée par heure travaillée», affirme le Seco. » ATS